

RCS : BRIVE LA GAILLARDE

Code greffe : 1901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BRIVE LA GAILLARDE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1994 B 00153

Numéro SIREN : 398 000 133

Nom ou dénomination : 2 JMAD

Ce dépôt a été enregistré le 12/05/2021 sous le numéro de dépôt 1506

2JMAD
Société par actions simplifiée au capital de 947.936 euros
Siège social : 26 Avenue de Paris – Le Colombier - 19270 DONZENAC
398 000 133 RCS BRIVE

(la « SOCIETE »)

☞

DECISIONS DU PRESIDENT
5 mai 2021

L'an deux mille vingt et un,

Le cinq mai,

Monsieur Jean-Jacques MADRIAS, agissant en qualité de président de la SOCIETE,

Connaissance prise :

- Du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la SOCIETE du 7 avril 2021,
- Du certificat de dépôt d'acte au greffe du tribunal de commerce de Brive en date du 12 avril 2021,
- Des notifications adressées en date du 7 avril 2021 aux associés de la SOCIETE conformément à l'article R.225-153 du Code de commerce,
- Du certificat de non-opposition en date du 3 mai 2021 délivré par le greffe du tribunal de commerce de Brive

Après avoir rappelé qu'aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 avril 2021, les associés de la SOCIETE ont notamment décidé :

- (i) de réduire le capital social de la SOCIETE pour un montant maximum de trente-neuf mille quatre-cent cinquante-six (39.456) euros, lequel sera porté de neuf cent quarante sept mille neuf cent trente-six (947.936) euros à neuf cent huit mille quatre-cent quatre-vingt (908.480) euros, par voie de rachat et d'annulation d'un maximum de deux mille quatre cent soixante-six (2.466) actions de seize (16) euros de valeur nominale chacune, moyennant un prix de rachat de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros par action, soit un total d'un million neuf-cent trente-six mille cinq cent quarante-neuf euros et quatre-vingt centimes d'euros (1.936.549,80) pour les deux mille quatre cent soixante-six (2.466) actions rachetées, et (ii) d'imputer la différence entre le montant maximum du nominal des actions rachetées et leur valeur vénale (soit un million huit-cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre-vingt-treize euros et quatre-vingts centimes (1.897.093,80) au maximum) à due concurrence sur le montant du compte primes d'émission (iii) que les actions rachetées seront annulées au jour de la réalisation définitive de la réduction de capital conformément à la loi et aux règlements et ne donneront pas droit au dividende mis en distribution au titre de l'exercice en cours lors de la réduction du capital,
- de conférer tout pouvoir au président de la SOCIETE aux fins de prendre toutes mesures utiles pour la réalisation de la réduction de capital et notamment aux fins de :
 - o constater l'absence de la part des créanciers de la SOCIETE d'oppositions à la réduction de capital, et, en cas d'opposition de faire le nécessaire en vue d'assurer la bonne fin des opérations de réduction de capital,
 - o acquérir les actions présentées au rachat par la SOCIETE,
 - o constater la réalisation définitive de la réduction de capital et notamment le montant de la différence entre le montant du nominal des actions rachetées et leur valeur vénale,



- mettre en paiement au profit des associés ayant participé à l'opération de réduction de capital les sommes qui leurs sont dues par la SOCIETE à l'issue de la constatation de la réduction de capital,
- procéder à l'imputation de la différence entre le montant maximum du nominal des actions rachetées et leur valeur vénale à due concurrence sur le montant du compte primes d'émission,
- apporter aux statuts les modifications nécessaires le cas échéant et remplir toutes formalités consécutives de publicité et autres, et
- d'une manière générale, de prendre toutes dispositions et accomplir toutes formalités utiles ou consécutives à la réduction de capital et à sa bonne fin.

A pris les décisions suivantes relatives à la réalisation de la réduction de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés le 7 avril 2021 :

PREMIERE DECISION

(Constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital pour un montant de trente-neuf mille quatre-cent cinquante-six (39.456) euros par rachat et annulation de deux mille quatre-cent soixante-six (2 466) actions de seize (16) euros de valeur nominale chacune moyennant le prix de rachat unitaire de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros par action, soit un prix de rachat total d'un million neuf-cent trente-six mille cinq cent quarante-neuf euros et quatre-vingt centimes d'euros (1.936.549,80))

Le Président,

Constatant que :

Monsieur Arnaud DOUMAYRENC a présenté au rachat, par la SOCIETE, huit cent trente (830) actions qu'il détient dans le capital de la SOCIETE, conformément aux modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 2021, et ce, pour un prix unitaire de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros, soit un prix total de six cent cinquante et un mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf (651.799) euros,

Monsieur Jérôme DOUMAYRENC a présenté au rachat, par la SOCIETE, huit cent trente (830) actions qu'il détient dans le capital de la SOCIETE, conformément aux modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 2021, et ce, pour un prix unitaire de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros, soit un prix total de six cent cinquante et un mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf (651.799) euros,

Madame Monique MADRIAS a présenté au rachat, par la SOCIETE, huit cent six (806) actions qu'elle détient dans le capital de la SOCIETE, conformément aux modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 2021, et ce, pour un prix unitaire de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros, soit un prix total de six cent trente-deux mille neuf cent cinquante et un euros et quatre-vingts centimes (632.951,80) euros,

Constate, en conséquence le rachat par la SOCIETE, au prix de sept-cent quatre-vingt-cinq euros et trente centimes (785,30) euros par action, de deux mille quatre-cent soixante-six (2 466) actions de la SOCIETE de seize (16) euros de valeur nominale chacune et la réduction du capital social de la SOCIETE de trente-neuf mille quatre-cent cinquante-six (39.456) euros, lequel passe de neuf cent quarante sept mille neuf cent trente-six (947.936) euros à neuf cent huit mille quatre-cent quatre-vingt (908.480) euros, divisé en cinquante-six mille sept cent quatre-vingt (56.780) actions et partant l'annulation de deux mille quatre-cent soixante-six (2 466) actions.

DEUXIEME DECISION

(Modification des articles 6 et 7 des statuts de la SOCIETE)

Le Président, en conséquence de la première décision, décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts de la SOCIETE relatif au capital social :



ARTICLE 6 - APPORTS

Cet article est complété comme suit :

« Par décision du Président suivant résolutions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 avril 2021, le capital social a été réduit d'une somme de 39.456 € pour le ramener de 947.936 € à 908.480 €, par annulation et remboursement de 2.466 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 16 € chacune. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Cet article est désormais rédigé comme suit :

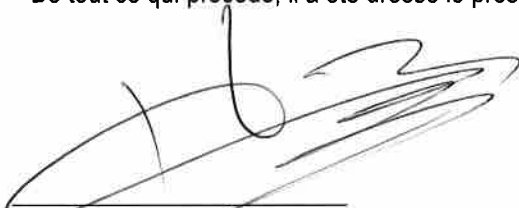
« Le capital social est fixé à la somme de neuf cent huit mille quatre-cent quatre-vingts (908.480) euros, divisé en cinquante-six mille sept cent quatre-vingts (56.780) actions ordinaires d'une valeur nominale de seize (16 €) chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits. »

TROISIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement des formalités.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.



Jean-Jacques MADRIAS
Président

2JMAD

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 947.936 Euros

26 avenue de Paris - Le Colombier DONZENAC (Corrèze)

398-000-133 R.C.S. BRIVE

* * *

STATUTS

Certifiés conformes par le Président

Monsieur Jean-Jacques MADRIAS



ARTICLE 1 - FORME

Les statuts de la société **SCI 2 J MAD**, alors dénommée « FINANCIERE MADRIAS », ont été établis sous forme de société anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en date à USSAC (Corrèze) du 2 Août 1994, enregistré à BRIVE EST le 3 Août 1994, bordereau 328, numéro 4.

Puis, cette société a, par application des articles L 225-243 à L 225-245 du Code de Commerce, adopté, avec effet du 10 Décembre 2002, la forme de société à responsabilité limitée suivant décision de son assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 2002.

Elle a été immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de BRIVE le 19 août 1994 sous le numéro 398 000 133 après dépôt au Greffier du Tribunal de Commerce et des Sociétés de BRIVE des pièces constitutives le 19 août 1994 et insertion d'un avis dans le journal d'annonces légales « LA VIE CORREZIENNE », feuille du 5 août 1994.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée par l'Assemblée Générale extraordinaire du 07 avril 2016 avec effet du 01 avril 2016, enregistrée à BRIVE le 15 avril 2016.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'assistance administrative et la fourniture de prestations administratives, informatiques, financières et immobilières,
- L'animation et le conseil aux entreprises,
- La gestion financière et la gestion du patrimoine immobilier,
- Le négoce de produits en tous genres ; l'activité de marchand de biens,
- L'achat et le portage d'actions, la gestion d'un portefeuille d'actions et de droits sociaux,
- La création, l'acquisition, la location, l'exploitation et la prise à bail de tous établissements se rapportant aux objets ci-dessus spécifiés.

Le tout sur tout le territoire métropolitain, les pays du marché commun, et même sur tous les pays étrangers ainsi que toutes opérations mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : 2JMAD

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **DONZENAC (Corrèze), 26 avenue de Paris - Le Colombier**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Président sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE-VINGT-DIX (90) ANNEES à compter du dix-neuf août mil neuf cent quatre-vingt-quatorze, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la Loi et les présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, le 2 août 1994

Il a été fait apport :

- d'une somme en numéraire de mille cinq cents francs, soit deux cent vingt-huit euros et soixante-sept centimes, ci..... 228,67 €
- de cinq cent une (501) parts de la société « GARAGE DU CENTRE OUEST », société à responsabilité limitée au capital de 100.000 francs, dont le siège social est à USSAC (Corrèze), « Le Griffolet », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE sous le numéro B 311-384-574, évaluées à la somme de sept cent cinquanteet un mille cinq cents francs, soit cent quatorze mille cinq cent soixante-cinq euros et quarante-quatre centimes, ci 114.565,44 €

Cet apport a été rémunéré par l'attribution aux apporteurs de sept mille cinq cent quinze (7.515) actions au nominal de cent francs soit 15,24 € chacune, entièrement libérées.

Le 12 février 2016

Aux termes de la décision du 12 février 2016, le capital social de la société a été porté de la somme de 114.794,11 euros à celle de 120.480 € par incorporation d'une somme de 5.685,89 € prélevées sur les réserves.

Aux termes de la même décision du 12 février 2016, l'associé unique de la société a approuvé le contrat d'apport aux termes duquel il a été fait apport de sept cent soixante-treize (773) actions, numérotées de 1 à 773 inclus de la société « TRANSPORTS RENE MADRIAS », société anonyme au capital de 1.000.000 euros, dont le siège social est à USSAC (Corrèze), « Les Lavauds », immatriculée au Registre du commerce et des

sociétés de BRIVE sous le numéro 676 920 234, évaluées globalement à la somme de dix-sept millions six mille (17.006.000 €) euros.

Cet apport a été rémunéré par l'attribution à l'apporteur de vingt et un mille huit cent quatre-vingt-sept (21.887) parts sociales nouvelles au nominal de seize (16€) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 7.531 à 29.417 inclus,

Le capital social a été augmenté d'une somme de trois cent cinquante mille cent quatre-vingt-douze euros, ci..... 350.192,00 €
avec une prime d'apport de 16.655.808 €.

Le 9 mars 2021

Aux termes de la décision du 9 mars 2021, l'associé unique de la société a approuvé le traité d'apport aux termes duquel il a été fait apport de six millions cent vingt-sept mille sept cent douze (6.127.712) actions ordinaires émises par la société MESOTRANS, société par actions simplifiée au capital de 27.257.686 euros, dont le siège social se situe Les Lavauds – 19270 USSAC immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Brive sous le numéro 818 591 349, évaluées globalement à vingt-trois millions quatre cent vingt-quatre mille huit cent soixante-quatre Euros et onze centimes (23.424.864,11 €),

Cet apport a été rémunéré par l'attribution à l'apporteur de vingt-neuf mille huit cent vingt-neuf (29.829) actions nouvelles au nominal de seize (16€) euros chacune, entièrement libérées.

Le capital social a été augmenté d'une somme de quatre cent soixante-dix-sept mille deux cent soixante-quatre euros, ci..... 477.264,00 €
avec une prime d'émission de 22.946.853,12 €.

Le 5 mai 2021

Par décision du Président suivant résolutions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 avril 2021, le capital social a été réduit d'une somme de 39.456 € pour le ramener de 947.936 € à 908.480 €, par annulation et remboursement de 2.466 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 16 € chacune.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de neuf cent huit mille quatre-cent quatre-vingts (908.480) euros, divisé en cinquante-six mille sept cent quatre-vingts (56.780) actions ordinaires d'une valeur nominale de seize (16 €) chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital requiert une décision de l'associé unique ou une décision collective des associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président son pouvoir en matière d'augmentation ou de réduction du capital dans les conditions et délais prévus par la Loi.

En cas d'augmentation du capital par émission d'actions à souscrire en numéraire, un

droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

En cas de démembrement de propriété, seul le nu-propriétaire peut exercer le droit préférentiel.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

En cas de cession, le transfert de la propriété résulte de l'inscription des actions au compte de l'acheteur.

La cession des actions est portée à la connaissance de la Société par remise d'un ordre de mouvement revêtu de la signature du cédant ou de son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

L'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifié à la société.

La notification devra se faire, au gré des parties, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre remise en main propre

contre décharge entre les mains d'un représentant légal de la société.

Une attestation d'inscription en compte sera délivrée par la société à tout associé en faisant la demande.

1. Si au jour de la transmission, la société est unipersonnelle, toute cession ou transmission d'actions, à quelque titre que ce soit, est entièrement libre.
2. Si au jour de la transmission, la société est pluripersonnelle :
 - Toutes cessions ou transmissions d'actions entre associés sont libres, à quelque titre que ce soit, que l'associé soit personne physique ou société.
 - Toute autre cessions ou transmissions gratuite ou à titre onéreux doit être agréée par une décision collective des associés.

A cet effet, l'associé demandeur notifie la transmission projetée, en indiquant les noms prénom, adresse, nationalité du bénéficiaire qu'il envisage, le nombre d'actions dont la transmission est envisagée, ainsi que le prix offert ou l'estimation de la contrevaletur dans les autres cas.

La collectivité des associés doit statuer sur l'agrément et la décision doit être notifiée par le Président au demandeur dans les trois mois qui suivent la réception de la notification de la demande d'agrément.

Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. La décision des associés n'a pas à être motivée.

Si le ou les bénéficiaires sont agréés, le transfert est régularisé au profit du ou des bénéficiaires.

En cas de refus d'agrément du ou des bénéficiaires, le demandeur dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification du refus pour notifier au Président qu'il renonce à son projet de cession ou transmission.

Si le demandeur n'a pas renoncé expressément à son projet dans les conditions prévues ci-dessus, le Président est tenu dans un délai d'un mois suivant la réception de la décision du demandeur ou de l'expiration du délai précité, de notifier aux autres associés, individuellement, le nombre d'actions à céder et le prix proposé.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification faite par le Président pour se porter acquéreurs desdites actions.

En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le Président à une répartition des actions entre les associés demandeurs proportionnellement aux actions possédées par eux et dans la limite de leurs demandes. Si les associés laissent expirer le délai prévu pour les réponses sans user de leur droit de préemption ou, si après l'exercice de leur droit, il reste des actions disponibles, le Président peut les proposer à un ou plusieurs associés de son choix.

Si à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des actions n'a pu être rachetée, l'agrément sera considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prorogé par décision de justice à la demande de la société. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions préemptées est déterminé selon les modalités de l'article 1843-4 du Code Civil.

Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Président.

Les frais d'expertise seront supportés moitié par le demandeur et moitié par les acquéreurs des actions au prix fixé par expert. Sauf accord contraire, le prix des actions préemptées est payable comptant.

La société pourra, avec le consentement du demandeur, racheter les actions en vue d'une réduction du capital. Le prix sera déterminé, à défaut d'accord entre les parties, selon les modalités de l'article 1843-4 du CODE CIVIL.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à l'autorisation de collectivité des associés dans les mêmes conditions.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou fusion est assimilée à une cession et doit donner lieu à la demande d'agrément dans les conditions ci-dessus.

Toute notification au titre du présent article sera valablement effectuée par envoi d'un courrier recommandé avec AR à la personne concernée, soit par lettre remise contre décharge.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la société.

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne désignée comme Président devra avoir une expérience de gestion et d'administration d'au moins trois années dans le domaine précis de l'activité de la société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée 6 mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont opposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut sans l'accord préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés, effectuer les opérations suivantes :

- acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail;
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce ;
- création ou cession de filiales ;

- modification de la participation de la société dans ses filiales ;
- acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- création et suppression de succursales, agences ou établissements de la société ;
- prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- prise ou mise en location de tous biens immobiliers ;
- conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;
- crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires ;
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

L'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la société par un contrat de travail.

La personne désignée comme Directeur Général devra avoir une expérience de gestion et d'administration d'au moins trois années dans le domaine précis de l'activité de la société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une

procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée 6 mois avant la date d'effet de ladite décision.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, sur la proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président associé unique ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des

droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par l'associé unique ou la collectivité des associés d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements.

Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 17 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article

L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira à sa convenance, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- dissolution de la société,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- nomination, révocation et rémunération du Président,

Les décisions de l'associé unique ou des associés font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Si la société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Il ne sera pas tenu compte d'un transfert de propriété de titres intervenant pendant ce délai de deux jours ouvrés.

Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 8 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 3 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Règles de majorité

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des 2/3. Les autres décisions seront prises à la majorité.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.

Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 8 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente est un décembre.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de

l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit également un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la Société, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique ou la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés au prorata

de leurs droits dans le capital social.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, aux conditions fixées par la loi.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres

de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

MIS A JOUR PAR DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 5 MAI 2021.